



Résumé

Doyen des pays industrialisés, le Japon fait aujourd'hui figure de laboratoire mondial du vieillissement. L'accélération du processus depuis le milieu des années 1990 a eu de multiples répercussions sur le pays, tant au niveau du maintien de sa compétitivité économique

que de l'équilibre de ses finances publiques.

Pour relever ce défi, le Japon s'est très tôt engagé sur la voie des réformes. Servi par une prise de conscience collective, l'Archipel est désormais en passe de faire du vieillissement une dynamique d'innovation et de consommation. Cette mutation du modèle nippon, masquée par la délicate sortie de crise déflationniste dans laquelle le Japon s'était enlisé depuis 1991, est restée pratiquement inaperçue en France. Pourtant, le chemin tracé par cette optimisation sous contraintes pourrait nous être précieux quand, à mesure que nos *baby-boomers* partiront à la retraite, notre propre société se mettra à grisonner.

Aller chercher la croissance...

Si le vieillissement n'est pas perçu comme une menace au Japon, les multiples tensions qu'il exerce sur le marché du travail et les comptes sociaux ont exacerbé les difficultés de sortie de crise. En faisant de la demande du troisième âge un levier de croissance et de création d'emplois, le pays semble néanmoins en passe de trouver une solution à ces deux problèmes. Si le défi n'est pas encore relevé, le sursaut est bien réel.

Afin d'atténuer le choc du vieillissement, le Japon a en effet très tôt cherché à :

1) **optimiser ses ressources humaines** en privilégiant une plus grande participation à l'emploi. Afin de compenser la baisse du nombre de travailleurs, le Japon a fait le choix d'une stratégie intégrée des âges, mêlant public et privé, formation continue et mobilité professionnelle, afin de maximiser le taux d'emploi.

2) **maximiser la rentabilité de ses capitaux** en en révisant la gestion et l'allocation. Les réformes entreprises ont jeté les bases d'une croissance plus saine, assise sur l'efficacité opérationnelle et l'investissement productif des entreprises.

3) **stimuler l'innovation**, en soutenant vigoureusement la R&D. Ses retombées ont bénéficié des synergies offertes par le partenariat entre universités et secteur privé.

Ces politiques collaboratives public-privé, d'abord destinées à amortir le choc du vieillissement, se sont finalement révélées tout aussi efficaces pour tirer parti du phénomène, incitant les entreprises à explorer le potentiel d'une économie grise. D'une faiblesse apparente, le Japon a fait une force ; la croissance nipponne repose désormais sur un cycle vertueux : spécialisation internationale favorable (croissance des exportations), gains de productivité (hausse de la profitabilité), reprise des investissements et, enfin, hausse du revenu des ménages.

... sans en gaspiller les fruits

Le gouvernement nippon s'est attaché à préparer les conditions de retour à une croissance saine et durable, sans se dispenser de mieux gérer la dépense publique :

1) **premier chantier, les retraites.** Afin de combler les déficits du système par répartition, l'effort de financement a été solidaire, partagé entre les seniors (relèvement de l'âge de la retraite, abaissement du taux de remplacement), les jeunes (augmentation des cotisations) et l'État (augmentation de sa contribution). L'intervention de ce dernier revient à faire payer deux fois les actifs.

2) **deuxième chantier, l'assurance maladie.** Afin de faire face à l'augmentation rapide des dépenses, le système de santé japonais a subi, depuis 1997, plusieurs réformes successives permettant d'en améliorer la qualité ; les infrastructures de santé ont été rééquilibrées et la mobilité du personnel médical renforcée ; enfin, une procédure commune aux assurances sociales et professionnelles permet désormais de rendre compte de l'évolution de la demande de soins et de son coût.

3) **troisième chantier, le périmètre d'intervention de l'État.** Afin d'alléger ses dépenses, le gouvernement japonais, depuis Junichiro Koizumi, a partout cherché l'efficacité, n'hésitant pas à confier au secteur privé ce qu'il pouvait prendre en charge. Une façon de réorienter les priorités publiques et de les cantonner à un rôle d'accompagnement de l'économie japonaise.

En préparant l'avenir par l'innovation et le changement par l'expérimentation, le Japon s'est donné les moyens de renouer avec une dynamique de succès. De nombreuses incertitudes demeurent toutefois, notamment dans la capacité du nouveau Japon à recréer du lien social, à lisser les inégalités et à réussir le pari d'une croissance durable sans berceaux.

Après le Japon, la France ?

L'expérience japonaise nous invite à retravailler l'approche que nous avons chez nous du vieillissement. À n'en retenir que les effets négatifs, et les conséquences sur la pérennité de notre système de protection sociale, nous avons oublié que l'allongement de l'espérance de vie est aussi un progrès social et, potentiellement, une opportunité économique.

Optimiste, la vision japonaise n'en oublie pas d'être offensive : il n'y a pas d'autre alternative à la conservation d'un système

généreux de protection sociale que de faire du vieillissement une dynamique d'innovation et de consommation. Au lieu de s'en accommoder, la France ne l'envisage que sous des aspects négatifs, en pointant le coût prohibitif des retraites et la dérive du coût de la santé. Si bien que le vieillissement de notre population est d'abord perçu comme une menace, pour la créativité et la croissance. Or, cette vision partielle n'a que des inconvénients, y compris sur le plan économique. Un autre regard, plus offensif, est possible. Le Japon pourrait nous servir, si ce n'est de modèle, en tout cas de référence.

Propositions

Dynamiser le marché du travail des seniors

1. Multiplier les opportunités de reclassement et de réinsertion professionnelle.

- Travailler à la meilleure employabilité des seniors :
 - *Recréer un marché d'emploi senior* en gérant les salariés non plus par les âges mais par leurs activités et compétences réelles, selon des rythmes et des schémas repensés ;
 - *Renforcer leur employabilité* par la formation continue, la mobilité géographique et professionnelle, ainsi que par la constitution d'équipes multigénérationnelles.

2. Mettre en place un modèle d'emploi sans limite d'âge.

- Maximiser le taux d'emploi des seniors :
 - *Mettre fin à tous les mécanismes de retraite anticipée*, préjudiciable à l'image des seniors et souvent contraire à leurs souhaits ;
 - *Transformer l'âge limite de départ à la retraite en âge plancher modulé selon la pénibilité du travail*, assorti d'une décote/surcote selon l'âge effectif du départ ;
 - *Supprimer le plafonnement en cas de cumul retraite/emploi*, afin de laisser la liberté aux seniors de travailler et, partant, de participer au renflouement des caisses de retraites.

Mieux accompagner les personnes âgées

3. Accompagner le parcours de soins des patients souffrant de dépendance et leur famille.

4. Adapter les lieux de vie aux personnes âgées.

- Rendre le système d'accompagnement plus en phase avec la demande :
 - *Multiplier les actions de prévention* pour favoriser le maintien à domicile des personnes âgées par des aménagements simples de l'habitat ;
 - *Revoir les modalités d'ouverture de maisons de retraite* afin de disposer sur tout le territoire de structures diversifiées et en nombre suffisant.

5. Repositionner les services hospitaliers.

- Gagner en qualité de soins malgré la pénurie de moyens :
 - *Développer les services gériatriques*, aujourd'hui insuffisants en quantité et en capacités afin de répondre efficacement aux nouvelles pathologies du grand âge ;
 - *Renforcer la formation des personnels* touchant à la gérontologie.

Profiter des opportunités économiques du vieillissement

6. Encourager la mise en réseau des compétences.

- Anticiper la pénurie de main d'œuvre qualifiée :
 - *Systématiser la mise en place de réseaux d'experts parmi les anciens ouvriers ou cadres d'entreprise* ;
 - *Inciter les entreprises à recourir à des réseaux de savoir-faire* afin de maximiser les synergies.

7. Investir le champ de l'économie grise.

- Doper la croissance :
 - *Regarder le vieillissement non plus comme un risque, mais comme une opportunité commerciale*, d'autant que les produits pensés pour les seniors trouvent souvent des applications sur d'autres cibles ;
 - Donner une impulsion forte en *restructurant certains pôles de compétitivité autour des enjeux clefs du vieillissement* (sciences du vivant, robotique, informatique notamment).

8. Recourir aux fonds de pensions pour financer la croissance française.

- Profiter des transferts sociaux pour financer l'activité économique :
 - *Adjoindre un système par capitalisation au régime général* afin de dynamiser l'activité économique française par l'afflux de nouveaux capitaux.